

29 JUILLET 1999. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française déterminant la composition et le fonctionnement des Cabinets des Membres du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu les articles 136, 138, 166 § 3 et 178 de la Constitution coordonnée par la loi du 17 février 1994,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment les articles 74 et 75;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 18 juin 1990 organisant la tutelle sur la Commission communautaire française;

Vu le décret (II) du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française,

Vu le décret (II) du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Vu le décret (III) de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment de l'article 3 tel qu'il a été modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'assurer sans délai le fonctionnement du Collège de la Commission communautaire française,

Arrête :

Article 1^{er}. Chaque Membre du Collège de la Commission communautaire française dispose d'un Cabinet.

Art. 2. Les attributions de chaque Cabinet des Membres du Collège concernent : les affaires susceptibles d'influencer la politique générale du Collège ou les travaux de l'Assemblée de la Commission communautaire française; les recherches et les études propres à faciliter le travail personnel du Membre du Collège; la présentation des dossiers de l'administration, éventuellement le secrétariat du Collège, la réception et l'ouverture de son courrier personnel, sa correspondance particulière, les demandes d'audience, la revue de presse.

Art. 3. § 1^{er}. Le Cabinet d'un membre ne peut comprendre plus de quatre membres, répartis comme suit :

- un conseiller, qui peut porter le titre de directeur de cabinet adjoint
- trois attachés.

§ 2. Pour la politique générale et pour les missions liées à l'exercice de la présidence, le Président peut adjoindre à son Cabinet les membres suivants :

- un directeur de cabinet adjoint
- un conseiller

Art. 4. § 1^{er}. Pour les travaux d'exécution, le Cabinet d'un Membre ne peut comprendre plus de quatre agents, y compris les huissiers, les chauffeurs, les téléphonistes et les ouvriers.

§ 2. Le Cabinet du Président peut, en outre, comprendre un agent supplémentaire pour les travaux d'exécution relatifs à la politique générale et aux missions liées à l'exercice de la présidence.

Art. 5. Le Collège peut décider d'une extension du cadre prévu aux articles 3 et 4 du présent arrêté justifiée en fonction des compétences du Membre concerné.

Art. 6. Ne peuvent faire partie du personnel visé à l'article 4 ci-dessus, les agents de l'Etat, d'une Communauté ou d'une Région appartenant au niveau 1, rang 10 excepté. Cette mesure s'applique dans les mêmes limites aux titulaires de grades équivalents appartenant aux autres services publics, aux organismes d'intérêt public ou aux établissements d'enseignement subventionnés.

Art. 7. Les membres du personnel des services publics, des organismes d'intérêt public ou des établissements d'enseignement subventionné, appelés à faire partie d'un Cabinet, ne peuvent rester en fonction dans leur emploi ni continuer à exercer leurs attributions. Toutefois, ils participent à l'avancement dans leur administration et y reprennent leur emploi à la fin de leur mission.

Art. 8. Les membres et agents du Cabinet sont nommés par le Membre du Collège concerné. Les détachements au départ de l'administration de la Commission communautaire française sont soumis à l'avis préalable du Membre chargé du budget, après avis du Fonctionnaire dirigeant. Les détachements au sein des institutions paracommunautaires sont soumis à l'avis préalable du Membre fonctionnellement compétent, après avis du Fonctionnaire dirigeant. En cas d'avis négatif, le Collège est saisi préalablement au détachement éventuel de l'agent.

Art. 9. § 1^{er}. Le Directeur de Cabinet communique les instructions et les ordres de service du Membre du Collège, par la voie hiérarchique. En cas d'urgence, il peut déroger à cette règle sous réserve d'en informer sans délai le Fonctionnaire dirigeant de l'administration, du service public ou de l'organisme d'intérêt public concerné.

§ 2. Les autres membres et agents du Cabinet ne peuvent traiter avec l'administration, le service public ou l'organisme d'intérêt public concerné que par l'intermédiaire du Directeur de Cabinet ou avec son autorisation.

Art. 10. § 1^{er}. Il est alloué aux membres des Cabinets qui ne font pas partie du personnel des ministères de l'Etat fédéral, des Communautés, des régions et des services des institutions bruxelloises, une allocation de Cabinet tenant lieu de traitement, fixée dans les échelles ci-après, applicables au personnel des ministères :

- directeur de cabinet adjoint : échelle 15/1;
- conseiller et chargé de mission : échelle 13/2;
- attaché : échelle 11/3.

§ 2. Les agents des Cabinets qui ne font pas partie du personnel des ministères de l'Etat fédéral, des Communautés, des Régions et des services des institutions bruxelloises, et qui sont affectés aux travaux d'exécution, ainsi que les gens de métier et de service, bénéficient d'une allocation de Cabinet tenant lieu de traitement fixée dans les limites du traitement minimum et du traitement maximum de l'échelle attachés au régime organique, au grade des ministères correspondant à la fonction exercée, augmentée d'un supplément d'allocation qui ne peut dépasser 96 089 francs. Il ne peut être fait application de l'échelle spéciale éventuellement prévue en régime transitoire pour le personnel des ministères.

Art. 11. Les membres et agents des Cabinets bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de l'allocation familiale de vacances, de l'allocation de fin d'année et de toute autre allocation, au taux et aux conditions prévus pour le personnel des ministères.

Art. 12. § 1^{er}. Les membres du personnel des ministères de l'Etat fédéral, des services d'une Communauté ou d'une Région qui font partie d'un Cabinet et qui ont leur domicile en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale, peuvent bénéficier, à charge de la Commission, d'un abonnement sur un moyen de transport en commun pour le trajet de leur domicile au lieu où est établi le Cabinet.

La durée de l'abonnement est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois.

Eventuellement, la classe de l'abonnement est déterminée par le grade dont l'agent est revêtu dans son administration d'origine, conformément à la réglementation en matière de frais de parcours.

§ 2. Les membres et agents des Cabinets peuvent être autorisés à utiliser leur voiture personnelle dans les conditions prévues dans le même arrêté pour les fonctionnaires auxquels ils sont assimilés par le présent article. Ils sont dispensés de la tenue du livret de course.

Art. 13. § 1^{er}. En vue de l'octroi des indemnités pour frais de séjour et en matière de frais de parcours, l'assimilation des membres et agents des Cabinets aux grades de la hiérarchie administrative est établie comme suit :

- le directeur de cabinet : aux fonctionnaires de rang 16;
- le directeur de cabinet adjoint : aux fonctionnaires de rang 15;

- les conseillers et chargés de mission : aux fonctionnaires de rang 13;
- le secrétaire de cabinet, le secrétaire particulier et les attachés : aux fonctionnaires de rang 11;
- le personnel affecté aux travaux d'exécution et les agents de métier et de service : au personnel exerçant des fonctions correspondantes.

Cette assimilation ne peut avoir pour effet de ranger dans une catégorie inférieure à celle correspondant à leur grade, les membres et agents des Cabinets appartenant au personnel des ministères.

§ 2. Un régime analogue à celui prévu au § 1^{er} du présent article peut être appliqué aux membres et agents des Cabinets qui, sans faire partie du personnel des ministères nationaux ou des services d'une Communauté ou d'une Région appartiennent toutefois à un service de l'Etat, à un autre service public, à un organisme d'intérêt public ou à un établissement d'enseignement subventionné.

Art. 14. Il peut être accordé aux membres du personnel employé par les Cabinets une allocation de Cabinet qui ne peut dépasser les taux annuels suivants :

- directeur de cabinet adjoint : 260 813 francs,
- conseiller et chargé de mission : 233 359 francs;
- attaché : 137 270 francs;
- personnel affecté aux travaux d'exécution et gens de métier et de service : 96 089 francs.

Art. 15. § 1^{er}. La situation pécuniaire des membres et agents du Cabinet qui, sans faire partie des ministères de l'Etat fédéral, des Communautés ou des Régions et des services des institutions bruxelloises, appartiennent toutefois à un autre service de l'Etat, à un autre service public ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1. Lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de Cabinet prévue à l'article 13, la Commission rembourse éventuellement au service d'origine le traitement du membre ou agent de Cabinet augmenté, le cas échéant, des patronales, le traitement à prendre en charge ne peut néanmoins excéder le montant maximum de l'échelle de traitement prévu, pour le grade correspondant, par l'article 9.

2. Lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement prévue à l'article 9. Cette allocation ne peut cependant pas dépasser le montant du traitement majoré de l'allocation que l'intéressé aurait obtenu si les dispositions du 1. lui étaient applicables.

§ 2. Le remboursement de la rémunération des membres du personnel des ministères de l'Etat fédéral, des Régions et des Communautés détachés dans le Cabinet d'un Membre du Collège est effectué conformément aux modalités fixées par le Gouvernement fédéral, régional ou communautaire concerné.

Art. 16. § 1^{er}. Le Membre du Collège peut accorder une allocation de départ aux personnes qui ont occupé des fonctions dans un cabinet et qui ne sont pas, soit titulaires d'une fonction dans un ministère de l'Etat fédéral, d'une Communauté ou d'une Région ou dans les services des Institutions bruxelloises, dans un service de l'Etat ou dans un autre service public, un organisme d'intérêt public ou un établissement d'enseignement subventionné, soit titulaires d'une fonction à charge du Trésor public.

§ 2. Le montant de cette allocation forfaitaire correspond à :

- un mois d'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois;
- deux mois d'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de six mois à un an;
- trois mois d'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue d'un an à dix-huit mois;
- quatre mois d'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de dix-huit mois à deux ans;
- cinq mois d'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de deux ans et plus.

§ 3. L'allocation de départ est payée par mensualités. Pour obtenir l'allocation de départ, l'intéressé doit introduire chaque mois une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que pour la période concernée, il n'a pas exercé d'activité professionnelle ou qu'il se trouve dans les conditions prévues au § 4.

Il est tenu d'avertir de toute modification de sa situation sous peine de perdre le bénéfice de ladite allocation.

§ 4. En dérogation au § 1^{er}, le Membre du Collège peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans un Cabinet et qui :

— soit sont titulaires exclusivement d'une ou plusieurs fonctions partielles dans un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné ou d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes,

— soit bénéficient d'une allocation de chômage.

Dans ce cas, l'allocation de départ est fixée conformément au § 2. diminuée, selon le cas, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante, soit en rétribution de fonctions incomplètes, soit à titre de pension ou d'allocation de chômage.

§ 5. Les allocations et indemnités prévues aux articles 13 et 16 ne sont pas prises en considération pour la fixation de l'allocation de départ. L'allocation de départ n'est pas due aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur plein gré.

Art. 17. Il est accordé aux chauffeurs de voiture des Cabinets :

1° une allocation forfaitaire mensuelle de 10 981 francs

2° une indemnité forfaitaire d'un montant maximum de 99 970 francs par an.

L'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi d'allocations pour prestations à titre exceptionnel, l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères ainsi que le supplément d'allocation et l'allocation de cabinet prévus aux articles 9 et 13 du présent arrêté ne leur sont pas applicables.

Art. 18. § 1^{er}. Les indemnités et allocations prévues aux articles 9, 10, 13 et 16 sont payées mensuellement à terme échu. L'indemnité ou allocation du mois est égale à 1/12 du montant annuel. Lorsque l'indemnité ou l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentième, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire du personnel des ministères.

§ 2. Les indemnités et allocations prévues aux articles 9, 10, 13 et 16 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138,01

Art. 19. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 déterminant la composition et le fonctionnement des Cabinets des Membres du Collège de la Commission communautaire française est abrogé.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 juillet 1999

Bruxelles, le 29 juillet 1999.

Le Ministre, Président du Collège, chargé de l'Enseignement, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, du Transport scolaire, de la Cohabitation des communautés locales, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne et des Relations internationales,

E. TOMAS

Le Ministre, Membre du Collège, chargé de la Fonction publique,

J. SIMONET

Le Ministre, Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Culture, du Tourisme, du Sport et de la Jeunesse,

D. GOSUIN

Le Ministre, Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes et de la Politique des Personnes handicapées,

E. ANDRE

Le Ministre, Membre du Collège, chargé du Budget, de l'Action sociale et de la Famille,

A. HUTCHINSON

VERTALING

N. 99 — 3495

[C — 99/31416]

29 JULI 1999. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Kabinetten van de Leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College,

Gelet op de artikelen 136, 138, 166, § 3, en 178 van de Grondwet, gecoördineerd bij de wet van 17 februari 1994;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op de artikelen 74 en 75;

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschapsraad van 18 juni 1990 tot organisatie van de voogdij over de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (II) van de Franse Gemeenschapsraad van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (II) van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (III) van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, zoals gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is onverwijld te voorzien in de werking van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Besluit :

Artikel 1. Elk lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie beschikt over een Kabinet.

Art. 2. De bevoegdheden van elk Kabinet van een Lid van het College hebben betrekking op : zaken die het algemeen beleid van het College of de werkzaamheden van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie kunnen beïnvloeden; onderzoeken en studies die door hun aard de persoonlijke werkzaamheden van het Lid van het College kunnen vergemakkelijken; het voorleggen van dossiers van het bestuur, eventueel het secretariaat van het College, het onthaal en het openen van persoonlijke post, de privé-correspondentie, de behandeling van verzoeken om een onderhoud, het persoverzicht.

Art. 3. § 1. Het Kabinet van een Lid mag niet meer dan vier leden tellen, opgedeeld als volgt :

- een adviseur, die de titel van adjunct-kabinetschef mag dragen,
- drie attaché's.

§ 2. Voor het algemeen beleid en voor opdrachten verbonden aan de uitoefening van het voorzitterschap mag de Voorzitter aan zijn Kabinet de volgende leden toevoegen :

- een adjunct-kabinetschef,
- een adviseur.

Art. 4. § 1. Voor uitvoerende werkzaamheden mag het Kabinet van een Lid niet meer dan vier personeelsleden tellen, bodes, chauffeurs, telefonistes en werklieden inbegrepen.

§ 2. Het Kabinet van de Voorzitter mag daarnaast beschikken over een bijkomend personeelslid voor uitvoerende werkzaamheden die betrekking hebben op het algemeen beleid en op opdrachten verbonden aan de uitoefening van het voorzitterschap.

Art. 5. Het College mag beslissen de in artikelen 3 en 4 van dit besluit vastgestelde personeelsformatie uit te breiden, mits deze wordt verantwoord op grond van de bevoegdheden van het betrokken Lid.

Art. 6. Het in artikel 4 hierboven bedoelde personeel mag geen staats-, gemeenschaps- of gewestambtenaren van niveau 1 tellen, met uitzondering van rang 10. Deze maatregel is binnen dezelfde perken van toepassing op personen die een gelijkwaardige graad bekleden in andere overheidsdiensten, instellingen van openbaar nut of gesubsidieerde onderwijsinstellingen.

Art. 7. Personeelsleden van overheidsdiensten, instellingen van openbaar nut of gesubsidieerde onderwijsinstellingen die worden gevraagd deel uit te maken van een Kabinet kunnen niet in functie blijven in hun betrekking en evenmin hun bevoegdheden verder uitoefenen. Toch nemen zij deel aan de bevordering in hun bestuur en nemen zij opnieuw hun betrekking op na het beëindigen van hun opdracht.

Art. 8. De leden en de personeelsleden van het Kabinet worden benoemd door het betrokken Collegelid. Detacheringen vanuit het bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie worden vooraf voor advies voorgelegd aan het Lid dat bevoegd is voor Begroting, na advies van de Leidend Ambtenaar. Detacheringen vanuit paragegemeenschapsbesturen worden vooraf voor advies voorgelegd aan het functioneel bevoegde Lid, na advies van de Leidend Ambtenaar. Bij negatief advies wordt de kwestie voorafgaand aan de eventuele detachering van het personeelslid aanhangig gemaakt bij het College.

Art. 9. § 1. De Kabinetschef deelt de richtlijnen en de dienstorders van het Collegelid langs hiërarchische weg mee. Bij dringendheid kan hij van deze regel afwijken op voorwaarde dat hij onverwijld de Leidend Ambtenaar van het bestuur, de openbare dienst of de instelling van openbaar nut in kwestie hiervan op de hoogte stelt.

§ 2. De overige leden en personeelsleden van het Kabinet mogen slechts handelen met het bestuur, de openbare dienst of de instelling van openbaar nut in kwestie langs de Kabinetschef om of met diens toestemming.

Art. 10. § 1. Aan Kabinetsleden die geen deel uitmaken van het personeel van Ministeries van de Federale Staat, van Gemeenschappen, van Gewesten of van Brusselse instellingen wordt als salaris een kabinetstoelage toegekend die is vastgesteld binnen de onderstaande schalen van toepassing op het personeel van de ministeries :

- adjunct-kabinetschef : schaal 15/1;

- adviseur en opdrachthouder : schaal 13/2;
- attaché : schaal 11/3.

§ 2. De personeelsleden van de Kabinetten die geen deel uitmaken van het personeel van Ministeries van de Federale Staat, van Gemeenschappen, van Gewesten of van Brusselse instellingen en die worden aangesteld voor uitvoerende werkzaamheden, alsook de vaklieden en het dienstpersoneel ontvangen als salaris een kabinetstoelage die is vastgesteld binnen de perken van het minimum- en het maximumsalaris van de schaal verbonden aan de organieke personeelsformatie van de Ministeries, in de graad die overeenstemt met de uitgeoefende functie, verhoogd met een bijkomende toelage van ten hoogste 96 089 BEF. De eventueel in overgangsstelsel voor het personeel van de ministeries voorziene bijzondere schaal mag niet worden toegepast.

Art. 11. De leden en de personeelsleden van de Kabinetten ontvangen kinderbijslag, geboortepremie, haard- en standplaatsvergoeding, vakantiegeld, gezinsvakantiegeld, de eindejaarstoelage en iedere andere toelage tegen de percentages en onder de voorwaarden bepaald voor het personeel van de Ministeries.

Art. 12. § 1. Personeelsleden van Ministeries van de Federale Staat, van Diensten van een Gemeenschap of een Gewest die deel uitmaken van een Kabinet en die buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wonen, kunnen ten laste van de Commissie een abonnement ontvangen voor een openbaar vervoermiddel op het traject tussen hun woonplaats en de plaats waar het Kabinet is gevestigd.

De duur van het abonnement is beperkt tot één maand en moet iedere maand hernieuwd worden. Eventueel wordt de klasse van het abonnement bepaald door de graad die het personeelslid bekleedt in zijn oorspronkelijke bestuur, overeenkomstig de reglementering inzake vervoerskosten.

§ 2. Aan leden en de personeelsleden van de Kabinetten kan worden toegestaan dat zij hun persoonlijke wagen gebruiken onder de in hetzelfde besluit vastgestelde voorwaarden voor de ambtenaren waarmee zij door het volgende artikel worden gelijkgesteld. Zij hoeven geen ritboekje bij te houden.

Art. 13. § 1. Met het oog op de toekenning van vergoedingen voor verblijf- en vervoerskosten worden leden en personeelsleden van kabinetten als volgt gesitueerd in de graden van de bestuurshiërarchie :

- de kabinetschef : met ambtenaren van rang 16;
- de adjunct-kabinetschef : met ambtenaren van rang 15;
- adviseurs en opdrachthouders : met ambtenaren van rang 13;
- de kabinetssecretaris, de privé-secretaris en attaché's : met rang 11;
- het personeel dat wordt aangesteld voor uitvoerende werkzaamheden en de vaklieden en het dienstpersoneel : met het personeel dat overeenkomstige functies bekleedt.

Deze gelijkstelling mag er geenszins toe leiden dat leden en personeelsleden van de Kabinetten, die horen onder een Ministerie, gerangschikt worden in een categorie die lager is dan hun graad.

§ 2. Een gelijkwaardig stelsel aan hetgene bepaald in § 1 van dit artikel kan worden toegepast op leden en personeelsleden van de Kabinetten die geen deel uitmaken van het personeelsbestand van een nationaal Ministerie of een dienst van een Gemeenschap of een Gewest maar wel van een staatsdienst, een andere overheidsdienst, een instelling van openbaar nut of een gesubsidieerde onderwijsinstelling.

Art. 14. Aan de personeelsleden in dienst van de Kabinetten kan een Kabinetstoelage toegekend worden van ten hoogste :

- adjunct-kabinetschef : 260 813 frank;
- adviseur en opdrachthouder : 233 359 frank;
- attaché : 137 270 frank;
- personeel aangesteld voor uitvoerende werkzaamheden, vaklieden en dienstpersoneel : 96 089 frank.

Art. 15. § 1. De geldelijke toestand van de leden en personeelsleden van de Kabinetten die geen deel uitmaken van het personeel van Ministeries van de Federale Staat, van Gemeenschappen, van Gewesten of van Brusselse instellingen, maar wel van een andere staatsdienst, overheidsdienst, instelling van openbaar nut of gesubsidieerde onderwijsinstelling wordt als volgt geregeld :

1. Als de werkgever erin toestemt de uitkering van het salaris verder te zetten, krijgt de betrokkene de kabinetstoelage bepaald in artikel 14 en betaalt de Commissie het salaris van het lid of het personeelslid van het Kabinet eventueel terug aan de dienst van oorsprong, in voorkomend geval verhoogd met werkgeversbijdragen; het ten laste te nemen salaris mag evenwel niet hoger liggen dan het maximumbedrag van de weddeschaal die in artikel 10 voor de overeenkomstige graad werd vastgesteld.

2. Als de werkgever de uitkering van het salaris opschort, krijgt de betrokkene een kabinetstoelage als salaris zoals bepaald in artikel 10. Deze toelage mag evenwel niet hoger zijn dan het salarisbedrag verhoogd met de toelage die de betrokkene zou ontvangen indien hij in aanmerking zou komen voor de bepalingen van punt 1.

§ 2. De bezoldiging van personeelsleden van Ministeries van de Federale Staat, van Gemeenschappen of van Gewesten die naar het kabinet van een Lid van het College gedetacheerd zijn, wordt terugbetaald zoals vastgesteld door de betrokken Federale-, Gewest- of Gemeenschapsregering.

Art. 16. § 1. Het Lid van het College kan een vertrektoelage toekennen aan personen die in een kabinet functies hebben bekleed en die niet verbonden zijn aan een Ministerie van de Federale Staat, van een Gemeenschap of van een Gewest of in overige overheidsdiensten, instellingen van openbaar nut of gesubsidieerde onderwijsinstellingen en die evenmin een functie bekleden ten laste van de Schatkist.

§ 2. Deze forfaitaire toelage stemt overeen met :

— één maand kabinetstoelage, waar deze de waarde heeft van een salaris, na een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot zes maanden;

— twee maanden kabinetstoelage, waar deze de waarde heeft van een salaris, na een ononderbroken activiteitsperiode van zes maanden tot één jaar;

— drie maanden kabinetstoelage, waar deze de waarde heeft van een salaris, na een ononderbroken activiteitsperiode van één jaar tot achttien maanden;

— vier maanden kabinetstoelage, waar deze de waarde heeft van een salaris, na een ononderbroken activiteitsperiode van achttien maanden tot twee jaar;

— vijf maanden kabinetstoelage, waar deze de waarde heeft van een salaris, na een ononderbroken activiteitsperiode van twee jaar en langer.

§ 3. De vertrektoelage wordt per maand uitbetaald. Om de de vertrektoelage te ontvangen, dient de betrokkene maandelijks een verklaring op erewoord in te dienen waaruit blijkt dat hij tijdens de betrokken periode geen beroepsactiviteit heeft uitgeoefend of dat hij voldoet aan de voorwaarden vastgesteld in § 4.

Hij is verplicht iedere wijziging van zijn toestand te melden, zoniet kan hij het recht op toekenning van de toelage verliezen.

§ 4. In afwijking van § 1. kan het Collegelid een forfaitaire vertrektoelage toestaan aan personen die op een Kabinet functies hebben bekleed en die :

— hetzij één of meer deeltijdse functies bekleden in een overheidsdienst of een gesubsidieerde onderwijsinstelling of één of meer pensioenen ontvangen ten laste van de Schatkist voor één of meer onvolledige loopbanen,

— hetzij een werkloosheidstoelage ontvangen.

In dit geval wordt de vertrektoelage vastgesteld volgens § 2., al naargelang van het geval verminderd met het totaal bedrag dat aan de betrokkene is verschuldigd voor de overeenkomstige periode, hetzij als bezoldiging voor onvolledige functies, hetzij als rustpensioen of als werkloosheidstoelage.

§ 5. De toelagen en vergoedingen die worden vastgesteld in artikelen 14 en 17 worden niet in aanmerking genomen voor de bepaling van de vertrektoelage. Deze laatste is niet verschuldigd aan personen die vrijwillig hun functies stopzetten.

Art. 17. Aan de autobestuurders wordt toegekend :

1° een forfaitaire maandelijks toelage van 10 981 frank;

2° een forfaitaire jaarvergoeding van maximaal 99 970 frank.

Het besluit van de Regent van 30 maart 1950 tot regeling van de toekenning van toelagen voor uitzonderlijke prestaties, het koninklijk besluit van 24 december 1964 houdende vaststelling van de vergoedingen van verblijfkosten van de personeelsleden van de ministeries, alsook de bijkomende toelage en de kabinetstoelage vastgesteld in artikelen 10 en 14 van dit besluit zijn op hen niet van toepassing.

Art. 18. § 1. De vergoedingen en toelagen vastgesteld in artikelen 10, 11, 14 en 17 worden maandelijks uitgekeerd na verloop van de termijn. De maandelijks vergoeding of toelage stemt overeen met 1/12 van het jaarbedrag. Wanneer de vergoeding of toelage niet volledig verschuldigd is, wordt zij uitgekeerd in dertigsten, overeenkomstig de regel vastgesteld in het geldelijk statuut van het personeel van de ministeries.

§ 2. De vergoedingen en toelagen vastgesteld in artikelen 10, 11, 14 en 17 zijn gebonden aan de schommelingen van het indexcijfer van de kleinhandelsprijzen; hiertoe geldt de index 138,01.

Art. 19. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Kabinetten van de Leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt ingetrokken.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 15 juli 1999.

Brussel, 29 juli 1999.

De Minister, Voorzitter van het College, bevoegd voor Onderwijs, Beroepsomscholing en Bijscholing, Leerlingenvervoer, het Samenleven van Plaatselijke Gemeenschappen, de Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, alsook voor Internationale Betrekkingen,

E. TOMAS

De Minister, Lid van het College, bevoegd voor het Openbaar Ambt,

J. SIMONET

De Minister, Lid van het College, bevoegd voor Gezondheid, Cultuur, Toerisme, Sport en Jeugd,

D. GOSUIN

De Minister, Lid van het College, bevoegd voor Beroepsopleiding en Permanente Vorming van de Middenstand en van het Gehandicaptenbeleid,

E. ANDRE

De Minister, Lid van het College, bevoegd voor Begroting, Sociale Actie en het Gezin,

A. HUTCHINSON